

Ecologie, environnement et médias

“Ce contre quoi nous mettons en garde, ce sont les inévitables effets pervers d'une vision unidimensionnelle de la question du changement global, dont le climat n'est qu'une composante parmi d'autres. Car si le changement est global, les causes de ce changement sont infiniment multiples et variées, et les modalités de sa réalisation aussi. Se polariser sur une cause, l'effet de serre et le gaz carbonique, et investir prioritairement le potentiel d'action socio-politique sur une réponse, l'écotaxe, ne peut que conduire à être moins vigilant vis-à-vis d'autres questions peut-être plus urgentes et plus déterminantes pour le futur et passer à côté de réformes sectorielles et de mesures locales aisées à réaliser et efficaces.”

Ces mots sont d'Yves Lenoir dans son ouvrage *“La vérité sur l'effet de serre”* que, dans la précédente livraison de Global Chance, Olivier Godard déclare “néfaste” après l'avoir analysé avec sévérité.

Nous publions ci-après, à titre de droit de réponse, un texte d'Yves Lenoir qui répond point par point aux propos d'Olivier Godard.

G.C.

Vous avez dit : néfaste ?

Réponse d'Yves Lenoir (Bulle bleue) à la critique de son livre *“La vérité sur l'effet de serre. Le dossier d'une manipulation planétaire”* (La Découverte 1992) publiée par Olivier Godard dans les Cahiers de Global Chance n°2

Je m'attendais à ce que mon dernier livre¹ suscitât quelques accès de perfidie et de mauvaise foi. Les faits n'ont pas démenti cette prévision. J'ai néanmoins tenu à respecter la tradition et les convenances, qui imposent à tout auteur de laisser passer les critiques sans réagir publiquement.

Cependant, réflexion faite, celle qu'a signée Olivier Godard (O.G.), sous le titre « *Une vérité falsifiée* »², m'a décidé à enfreindre cette règle de conduite. En effet, en adoptant à plusieurs reprises un ton nettement diffamatoire à mon encontre, cette critique a clairement transgressé les limites du genre.

Je considère que ses deux textes mettent en cause ma bonne foi et mon honnêteté (au moins intellectuelle), qu'il m'est un devoir de défendre. C'est pourquoi, en dépit du principe invoqué d'emblée, je vais m'engager dans la réfutation de ses objections sur le fond, pour dénoncer l'attaque *ad hominem*.

La chronologie et l'objet

A mon avis, O.G. n'aurait pas pu développer son argumentation s'il avait tenu le moindre compte de la chronologie réelle de l'alerte climatique, s'il avait considéré mon livre et son objet dans cette perspective et s'il avait pris le temps de songer à ce qu'implique l'autonomie de la science appliquée.

Je rappelle que l'alerte climatique a été officiellement lancée en octobre 1985 à Villach (Autriche) par un petit groupe de scientifiques et d'écologistes au cours d'une conférence internationale sur le changement climatique. Les phrases du rapport de cette conférence que j'ai citées (prologue p.6) n'ont, me semble-t-il, un ton, ni évasif, ni circonspect :

« *...le principe de la liaison entre gaz à effet de serre et changement climatique [fait] l'objet d'un consensus scientifique* » aux termes duquel, selon les scénarios, la température moyenne du globe pourrait augmenter de 0,06 à 0,8°C/décennie et le niveau des océans de

– 1 à + 24 cm/décennie. Ces prévisions étaient illustrées par un catalogue de conséquences probables, toutes négatives.

La suite du prologue décrit la filiation entre cette conférence et l'IPCC. A ce sujet, contrairement à l'assertion d'O.G., je n'ai pas signifié « *qu'une coalition d'intérêts comprenant la haute technocratie, les grandes organisations écologistes, les mouvements et organisations défendant la maîtrise de l'énergie... a mis la main sur l'IPCC* »³. Et pour

cause : j'ai précisé que cette institution avait été créée dans le cadre de l'ONU en 1988, suite à la demande des conférences de Villach et Bellagio de 1986 et 1987 (prologue p.7) et que l'ONU en avait tout naturellement confié l'animation aux "leaders" des conférences en question. Puis j'ai évoqué la série de déclarations "autorisées", d'après lesquelles l'impressionnante canicule dont ont souffert les Etats-Unis en 1988 constituait la première manifestation tangible de l'impact des émissions de gaz à effet de serre.

Certes les media n'avaient pas attendu cet épisode climatique exceptionnel pour amplifier le message de la conférence de Villach. On se souvient notamment de cette fameuse couverture de l'hebdomadaire *Der Spiegel* qui, à l'automne 86, montrait la cathédrale de Cologne à moitié submergée, sous le titre « *Klima Katastrophe* ». J'ai appris depuis - est-il malveillant d'y voir plus qu'une coïncidence - qu'à la même époque, à Washington, la NASA avait offert (*stricto sensu*) un séminaire aux staffs scientifiques des grandes associations écologistes internationales, pour leur apprendre "le trou d'ozone" et "l'effet de serre". D'où, sans doute, la très grande homogénéité des messages écologistes et "scientifiques".

Ensuite,... on peut considérer que, lancement réussi, le satellite était sur orbite. Une orbite parsemée d'or : entre l'année 88, marquée par le témoignage de J. Hansen, et 1990, le chiffre d'affaire des six "majors" écologistes américaines a doublé⁴, passant de 300 à 600 millions de dollars, soit 7 fois le total des dépenses de campagne des candidats Bush et Clinton réunies ! Al Gore, l'actuel vice-président, ne s'était-il par ailleurs pas fait remarquer à la fin des années quatre-vingt par plusieurs réquisitoires où il comparait la responsabilité passée des hommes qui ont laissé les Nazis arriver au pouvoir et celle, pour les millions de morts des calamités à venir, des opposants au catastrophisme climatique⁵ ?

Certes, ces dernières informations sont absentes de mon livre. Elles confortent cependant les déductions que j'ai cru pouvoir oser sur la base de ce qu'étaient alors mon expérience et ma connaissance du dossier.

Où l'on voit que « *l'amalgame (entre scientifiques, organisations écologistes, media et technocratie)* » qu'O.G. dénonce a quand même quelque base factuelle. Mais je crois que la manière dont je traite cet aspect de la question renvoie plus aux idées d'"air du temps" et d'"union sacrée" qu'à celle d'amalgame. Faut-il également compter ces intervenants parmi ces « *acteurs fantômes* » aux « *intentions imaginaires* » qu'O.G. évoque en tête de son point 4 ?

J'ai pris soin de m'en expliquer (chapitre 7, p.155 et suivantes) : l'association *Bulle Bleue* et moi même avons commencé par "croire" à la cohérence du dossier climatique "de seconde main", que les organisations écologistes d'audience internationale (WRI, Greenpeace, Friends of the Earth etc) diffusent depuis Villach. Par la suite, l'étude de la littérature scientifique – "généraliste" comme *Nature* ou *Science*, et spécialisée telle *Climate Dynamic* et autres revues de géophysique – sur quelques aspects pointus relevant de mes compétences scientifiques (théorie des systèmes dynamiques) m'a révélé, entre autres, (une surprise...) deux choses que je considère comme essentielles (cf. chapitre 3) :

- la modélisation du cycle du carbone n'a pas dépassé le stade d'ébauches heuristiques ;
- ces ébauches sont exploitées à des fins "politiques".

Nous devons dès lors changer de démarche ; le colportage d'idées reçues a cédé le pas à la critique. En passant au crible des articles scientifiques de

référence les grandes idées diffusées par les media et les écologistes, nous avons mis en évidence un certain nombre de contradictions. Les media ne sont pas les premiers responsables de ces glissades sémantiques. L'origine de celles qui me semblent importantes se trouve clairement dans certaines interprétations des résultats scientifiques par les scientifiques eux mêmes (voir, par exemple, chapitre 2, p.50 et suivantes). Ainsi, mise à part la question de la dynamique du gaz carbonique pour laquelle je suis en mesure de proposer une expertise critique, la première partie, "scientifique", du livre (ses quatre premiers chapitres) ne concerne - sa seule "vérité"⁵ - que la mise en évidence de quelques contradictions de base entre les données scientifiques et leur présentation "grand public". Exposés qu'O.G. disqualifie joliment comme autant de « *déplacements subreptices du terrain de l'argumentation scientifique à celui du terrain socio-politique* » (je suppose qu'il n'interprète pas ainsi le passage de la première à la seconde partie, laquelle affiche effectivement la forme d'un court essai socio-politique engagé).

A cette double approche O.G. oppose une lecture institutionnelle des événements tirée du texte de présentation du rapport de l'Académie des Sciences de la République française (AS 25) : *L'effet de serre et ses conséquences climatiques. Evaluation scientifique* (10/1990), et me reproche de ne pas y faire référence.

Avant d'aller plus loin je veux répondre sur ce point. Ce n'est d'abord pas faute de l'avoir lu attentivement. Mais pourquoi diable aurais-je cité un rapport qui n'a rien apporté au dossier sur le plan scientifique et qui n'a eu qu'un impact très marginal sur le processus médiatique (son commanditaire n'a pas même jugé utile de convoquer une conférence de presse pour le présenter...) ?

Pour y épingler une erreur manifeste, dans mon domaine de compétence, touchant à la question de la constante de temps (ou durée de vie) du gaz carbonique d'origine anthropique ? A la réflexion, peut-être aurais-je dû ; au moins pour préciser que la définition de la durée de vie donnée dans AS 25 est tout-à-fait "non-classique"⁶ et pour détailler un peu plus encore que je ne l'ai fait (cf. chapitre 3 pp. 97-103) la genèse de cette espèce de fourchette "officielle" de « 50 à 200 ans », moyennée à 120 ans dans les tableaux. Faut-il rappeler qu'elle n'a en fait rien à voir avec « *les incertitudes sur le cycle biogéochimique du CO₂* » (AS 25 cité par O.G.), qui sont réelles, mais avec un ensemble de manipulations mathématiques illicites⁷ des résultats fournis par un modèle de circulation océanique⁸ appliquées à un autre modèle⁹ pour les besoins du premier grand rapport d'évaluation scientifique publié par l'IPCC¹⁰ ?

Sur ce point, et sur d'autres, plutôt que de pointer des « *attributions erronées alimentant une critique artificielle* », le critique aurait été bien inspiré de s'enquérir du contenu scientifique du dossier (qu'il m'a fallu présenter sous une forme sans doute trop littéraire dans mon livre). Peut-être aurait-il alors évité de s'emballer jusqu'à affirmer que sur la question des « *indices de potentiel d'échauffement global* », GWP en anglais, (très directement liés aux paramètres choisis pour le cycle du CO₂), « *le procès d'intention de manipulation n'est pas de mise* ». Comme si j'avais fait un procès d'intention à quelqu'un ! Je n'ai accusé personne d'"intention" : j'ai dénoncé une « *manipulation mathématique* » délibérée¹¹.

A la limite il s'agit là de détails. Le cœur du débat concerne plutôt ce qu'on entend par « *science officielle* ». Personnellement, sauf à considérer les méthodes

d'intimidation et de coercition en vigueur dans les dictatures et dans les milieux doctrinaires, je pense qu'il s'agit d'un concept inutile et vide. Il y a les travaux de laboratoire en amont, déterminés d'abord par la répartition des budgets et la demande sociale. Puis, en aval, dès le premier niveau, celui des publications originales, interviennent des filtres institutionnels plus ou moins sélectifs et contraignants. Le cheminement jusqu'au grand public est parfois court, parfois long et tortueux. L'ensemble fonctionne de façon hautement réursive. Tous ces niveaux d'expression jouissent d'une certaine officialité, tant par le jeu des évaluations préalables, par le poids institutionnel des prestataires de service et des clients (au sens large) et par la portée socio-politique des conclusions.

Par exemple, du témoignage tonitruant de J. Hansen devant le Congrès en 1988 (lorsqu'il affirma qu'un réchauffement global était en cours, causé par l'augmentation de l'effet de serre) ou du point de vue, plus évasif, plus confidentiel aussi, présenté par l'Académie des Sciences dans un rapport commandé par le Ministre français de l'Environnement en 1990, lequel prime, lequel est le plus "officiel", lequel s'est d'emblée imposé dans l'esprit du plus grand nombre et fait que l'emploi du conditionnel se raréfie, même chez les mieux informés¹² ?

Le légalisme scientifique rend-il aveugle ?

O.G. m'accuse de « feindre de croire que la science officielle attribue exclusivement » les changements climatiques passés aux variations de concentration des gaz à effet de serre. Il a tout faux ! Je ne feinds rien, je ne crois rien et je n'ai rien vu d'exclusif¹³. Quant à la science officielle...

En effet, les phrases qui introduisent ma critique de la lecture des données paléoclimatiques sont (p.50) : « Deux idées-forces sont passées dans l'air du temps : les variations du climat sont gouvernées par les oscillations de l'orbite terrestre et les changements de température sont dus pour moitié aux variations du gaz carbonique dans l'air. »

« Les choses sont pourtant beaucoup plus compliquées et donc bien moins tranchées ».

Personne, ni les auteurs des articles de références¹⁴, ni les rédacteurs de AS 25, n'avait souligné que les courbes paléoclimatiques de température et de concentration de CO₂ n'évoluaient pas toujours en parallèle. Qu'O.G. veuille bien ajuster ses besicles et regarder ! Il verra comme moi que la nature ne confirme pas ce que l'on dit sur la causalité des phénomènes, sur le rôle des rétroactions (que l'on est bien en peine de modéliser d'ailleurs). Il notera (courbes p.51) que l'entrée dans la dernière glaciation (-10°C en 15 000 ans) s'est effectuée à CO₂ constant, réalité rebelle aux explications relevées par lui dans AS 25.

Quant à la question du rôle accordé aux gaz à effet de serre, ayant pris le soin de préciser (pp.52-53) les références des publications initiales sur la question, je me bornerai à en résumer la conclusion : la part de l'effet de serre dans le réchauffement qui a conclu la dernière glaciation serait de 50%, tout compris — CO₂, méthane et vapeur d'eau — pour l'une, du fait du seul CO₂ pour l'autre. Ce sont ces interprétations que je conteste, car elles contredisent la causalité à l'œuvre dans les séquences évoquées ci-dessus, où il est évident que l'effet de serre, soit ne varie pas, soit varie contre la température. Le reste obéit à la logique de l'absurde : si on suit les articles de référence, avec 50% l'effet de

serre est effectivement « *moteur* » et des dizaines de milliers d'années d'histoire du climat doivent être alors niées. Le viol du sens commun ne devrait laisser indifférent que les imbéciles.

La méthode et ses effets

Le procédé rhétorique le plus couramment usité par O.G. pour emporter la conviction est celui du rapprochement factice, souvent couplé avec le gommage de toutes les nuances qui permettent à mes idées de vivre. En voici deux illustrations éloquentes :

- J'aurais attenté à mon propre « *souci de vérité* » en ne mentionnant pas l'évolution de la position de l'IPCC (rapport de 1992) sur les indices de potentiel d'échauffement global au motif que je passe sous silence son « *refus de donner un tableau d'équivalence entre gaz qui prétendrait intégrer les effets indirects* [après réaction chimique avec l'air] » et son autocritique des indices donnés dans le rapport de 1990, selon laquelle ils « *sont vraisemblablement entachés d'une erreur substantielle et aucun ne peut être recommandé* ».

La belle affaire ! Ma critique porte sur le choix d'indices relatifs à l'"étalon" CO₂, lequel n'est nullement remis en cause dans IPCC 92, et non sur la façon d'introduire certains facteurs correctifs marginaux. Preuve en est que des tableaux identiques à ceux de 1990, à quelques pourcents près pour certains indices, y résument la question ! Qu'O.G. explique en quoi l'ajout des arguties hors propos qu'il monte en épingle aurait amélioré un chapitre déjà long, ardu et exigeant, de l'avis de tous !

- Un court passage pédagogique visant à présenter les concepts de base du contrôle des systèmes dynamiques a été placé dans la transition intitulée « *Grande première historique, puisqu'on ne sait pas où l'on va, alors on s'arrête* » (pp.70–72). Bien qu'il n'en occupe que 24,9%, O.G. décrit cette dernière comme « *un texte où l'on parle essentiellement de voitures et d'avions métaphoriques* ». Un texte, où il confesse qu'il aurait préféré voir traitées « *des propositions stratégiques faites par diverses instances* » (y compris celles du CIRED et les siennes ?). Mais lui aurait-il échappé que l'objectif assigné au passage en question répondait, non pas à la noble ambition du critique, mais à celle, moins exaltante, de l'auteur : faire comprendre que l'on est aujourd'hui incapable de déterminer quelles actions permettraient de piloter le climat ?

Quant à son titre, certes « *provoquant* », il ne fait que traduire l'ardent désir de tous : que le climat ne change pas ! D'où O.G. déduit-il qu'il « *donne à entendre qu'[arrêter le développement] est la position dominante ou majoritaire qui émane de la coalition¹⁵ du "lobby climatique"* » ?

Enfin, le lecteur appréciera la rigueur de l'exposé :

- isoler un titre du contexte qu'il introduit ;
- substituer les préoccupations du critique à celles de l'auteur ;
- "démontrer" que ce dernier est quasi hors sujet ;
- imaginer qu'il intente un procès infondé à une communauté d'intérêts ;
- l'en accuser.

Arrêtons là l'examen de la critique de la partie "scientifique" du livre. Pour deux raisons :

- les autres arguments déployés par d'O.G. sont de la même veine que ceux

analysés ci-dessus ;

- il reste des attaques d'une autre nature, auxquelles je me dois de riposter.

Mea culpa (bis) ; un certain penchant pour le mépris ?

On ne devrait jamais se fier à sa mémoire, ni à des témoignages oraux. Cela dit, le mal est fait : effectivement le Président n'assistait pas à la CME à Montréal et il n'y a pas eu de conférence "de" l'IPCC à Rio.

Cependant... :

- la période 88–90 a connu une surenchère "écologiste" de la part des gouvernements des pays européens, par exemple l'*Appel de la Haye*, à l'instigation de M. Rocard, en réponse à une initiative analogue de M. Thatcher et, je persiste, au moins une déclaration solennelle de F. Mitterrand, soit à Toronto, soit au Sommet de l'Arche, sur la question de l'effet de serre ;

- la conférence sur le climat qui a eu lieu à Rio n'était certes par organisée par l'IPCC, mais elle regroupait de nombreux membres de l'IPCC et ce sont les compilations de l'IPCC qui ont constitué la matière des communications.

Alors, « *erreurs factuelles* » ? oui ; « *bien gênantes* », pour l'auteur ? d'accord... mais pour le sens du texte, qui suivra le critique ?

O.G. s'insurge par ailleurs de ce que j'aurais présenté « *comme une expression de l'IPCC* » la lettre d'une responsable de *Friends of the Earth* relatant une discussion durant une séance de travail de l'IPCC sur la question des GWP. Prend-il ses lecteurs pour des sots, ou cible-t-il uniquement ceux qui n'ont pas lu mon livre ?

Puis il monte d'un cran dans la présomption : « *L'interprétation du contenu de cette lettre peut donner lieu à un contresens (...) sur le terme "politique"...* ». Mise à part la courte citation à la fin du chapitre 3, que sait-il du contenu de cette lettre ? Faut-il ajouter à ses talents le don de voyance extra-lucide qu'il affiche là ? Quelle mouche l'a piqué ?

L'invocation de la « science officielle »

« *Néfaste : 1762, Acad., "funeste" ; du lat. nefastus, interdit par la loi divine...* », Larousse étymologique 1971.

La conclusion d'O.G., « *le livre de Y.L. est un livre néfaste* », sonne comme le verdict d'un tribunal de l'Inquisition abandonnant un coupable aux rigueurs du bras séculier. La faute étant consommée — la parution du livre chez un éditeur réputé sérieux (circonstance aggravante) —, la sauvegarde de la société exige l'excommunication de l'hérétique et la mise à l'index de son œuvre. O.G. conduit son argumentaire vers ce point d'orgue terrible comme l'annonce d'un châtement céleste. Y.L. est relaps, rénégat, apostat : il a « *falsifié la vérité* » et « *on peut [même] augurer qu'il verra dans la réfutation de ses thèses par la science officielle le signe de leur validité* ».

Ben voyons !

En invoquant « *science officielle* », O.G. donne à penser que certaines contributions des sciences sociales solliciteraient des sciences de la nature une justification qui n'est pas sans rappeler celle que la religion établie avait accordée à la monarchie en la proclamant de droit divin. Aujourd'hui des praticiens des sciences dites "molles" — celles qui parlent du pouvoir sur les hommes —

chercheraient donc à établir un rapport avec les instances “officielles” des sciences “dures” — qui discourent sur la matière, la vie et l'avenir de l'univers — assez voisin du commerce qui liait le despote d'antan avec l'église de la vérité révélée sur la vie surnaturelle et les fins dernières. S'il en était ainsi, le langage serait d'autant plus moderne que le but archaïque : affermir et légitimer l'autorité du petit nombre sur le grand nombre.

Tel un aéronaute emporté par le souffle chaud de Rio, l'esprit d'O.G. goûtait à la félicité des demi-dieux. S'élevant vers le futur, sûr de sa démarche, il programmait un monde plus harmonieux et mieux réglé. Quand de vilaines turbulences sont venues troubler sa béate trajectoire...

Les “domaines réservés” sont d'abord dans les têtes.

Yves Lenoir
(Bulle bleue)

1 *La vérité sur l'effet de serre*, La Découverte, 1992

2 *Les cahiers de Global Chance*, N° 2, juin 1993, critique reprise et étendue sur le plan théorique dans l'article « *Science et intérêts : la figure de la dénonciation, à propos d'un livre d'Yves Lenoir sur l'effet de serre* », in *Natures - Sciences - Sociétés*, Vol 1 n° 3, 1993

3 Premier exemple du procédé favori d'O.G. pour disqualifier, et l'auteur, et son texte : l'extrapolation, l'accusation d'un excès imaginaire.

4 cf. Patrick Michaels, *Sound and Fury*, Cato Institute, Washington, 1992.

5 A ce propos, bien qu'en ayant été un témoin direct, O.G. ne semble pas avoir été choqué par le concert “en fin du monde majeur” offert par nombre de personnalités en vue durant le “Sommet” de Rio de Janeiro en juin 1992. Sa qualité de membre de Global Chance et du comité de rédaction de Sciences - natures - sociétés, les thèmes choisis pour les derniers dossiers où il est intervenu, Ecologie, environnement et médias d'une part, et Science et intérêts : la figure de la dénonciation d'autre part, lui donnaient toutes opportunités pour analyser la “vérité” de ces prophètes de malheur qui, tant par les moyens financiers mis à leur disposition que par l'impact qu'ils ont eu sur l'opinion et le politique, pèsent incomparablement plus lourd qu'un malheureux livre tiré à 4000 exemplaires. J'aurais peine à admettre que la sociologie s'attaque prioritairement à des actions individuelles, isolées et à courte portée, au détriment de l'étude des mouvements idéologico-politico-médiatiques de grande envergure. “Rio” a eu lieu cinq mois avant la sortie de mon livre...

6 « *Il s'agit du laps de temps nécessaire pour que la valeur de la concentration du gaz dans l'atmosphère s'ajuste à une nouvelle valeur d'équilibre en réponse à une modification des tennes de “sources” et de “puits”* » (note 1, p. 25 de AS25), définition incompatible avec celle, conventionnelle, que je donne (chapitre 3 pp.95–96). Seul un système non-linéaire, auquel la notion de durée de vie ne saurait s'appliquer, peut en fait atteindre un état d'équilibre en temps fini. en réponse à une perturbation. La maîtrise de cette notion est exigée depuis des lustres en première année d'option automatique dans toutes les écoles d'ingénieur, et au niveau équivalent de l'université “Vérité”..., “science officielle”...

7 D.A Lashof & D.R Ahuja (1990), *Relative contributions of greenhouse gas emissions to global warming*, Nature 344, p. 529–531

8 Maier-Reimer & Hasselmann (1987), *Transport and storage of CO₂ in the ocean - an inorganic ocean-circulation carbon cycle model*, Clim. Dyn. 2 : p. 63–90

9 U. Siegenthaler (1983), *Uptake of excess CO₂ by an outcrop-diffusion model of the ocean*, J. Geophys. Res. 88, C6 : p. 3599–3608

10 IPCC (1990), *Climate Change, the IPCC Scientific Assessment*. Camb. Univ. Pr., p.8–9 et 58–68

11 A propos de “manipulation”, je n'ai nulle part accolé ce terme, que j'ai utilisé à trois reprises, à ceux d’“opinion publique” ou de “décideur”, mais à propos de mathématiques et des quantités de carbone consommées par les hommes (chapitre 4 p. 110). La manipulation, à laquelle le titre fait allusion et dont il est question de façon plus explicite dans le prologue (p. 14–15), est bien évidemment celle de la biosphère par les activités humaines. Puisqu'elle touche notamment l'atmosphère, elle est donc “planétaire”. Que certains, après avoir lu ce livre, en concluent que l'opinion mondiale a été manipulée, c'est leur droit. Pour mémoire, O.G. emploie ce mot neuf fois dans sa critique pour Global Chance, toujours avec le sens d'une manipulation de l'opinion contre laquelle je m'élèverais.

12 « *Ainsi le réchauffement moyen de la planète atteindra de 2° à 4° en 2050 si — comme le “laisser faire” actuel le promet — la concentration dans l'atmosphère des divers gaz à effet de serre double* » : Benjamin Dessus, *Patrimoine planétaire : après nous le déluge ?*, in *Politique internationale* (n° 60—Été 1993).

13 L'image la plus forte à laquelle j'ai fait appel pour résumer l'idée reçue sur le rôle des gaz à effet de serre dans les changements climatiques est celle d'un “moteur”.

14 notamment : C. Lorius & al., *The Ice-Core Record : Climate Sensitivity and Future Greenhouse Warming*, Nature, Vol. 347, 13 september 1990.

15 Le terme coalition revient quatre fois sous la plume d'O.G., jamais sous la mienne...